Point de presse de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la situation en Syrie, les relations franco-russes et sur la signature de l'accord d'investissement de deux réacteurs EPR sur le site d'Hinkley Point en Grande-Bretagne, à Londres le 29 septembre 2016.

2016-09-29

* Syrie - Russie

Nous unissons nos efforts pour obtenir le plus vite possible une résolution au conseil de sécurité des Nations unies pour arrêter le massacre d'Alep ; il y a une urgence absolue. La France fait la proposition d'un texte qui permettrait une résolution. Alors évidemment, il faut beaucoup travailler, et nous multiplions nos efforts avec les Américains, mais aussi nous voulons tendre la main à tous les membres du conseil de sécurité et en particulier aux Russes. Les Russes qui soutiennent le régime de Bachar al-Assad mais qui ne peuvent pas porter la responsabilité morale et politique de laisser bombarder Alep, de laisser massacrer la population civile d'Alep.

Donc il est possible de se mettre d'accord, nous pratiquons la politique de la main tendue ; nous proposons une résolution qui soit claire, efficace et qui puisse être mise en oeuvre rapidement. Premier objectif : arrêter les bombardements sur Alep et permettre l'accès de l'aide humanitaire ; élargir ensuite le cessez-le-feu, et mettre en place un mécanisme de surveillance collective que la France a proposé à plusieurs reprises, notamment la semaine dernière à New York. Puis, créer les conditions pour repartir sur de nouvelles bases en ce qui concerne la négociation de paix qui est indispensable pour l'avenir de la Syrie.

Voilà ce que nous partageons, donc c'est un vrai combat, un combat pour sauver Alep, sauver la population d'Alep, et puis arrêter la guerre, la guerre qui a fait tant de mal déjà. Plus de 300.000 morts, 10 millions de personnes déplacées : ce n'est pas supportable, et quand on voit ces images à la télévision, c'est l'écoeurement, c'est la désolation, c'est la solidarité, aussi, avec la population civile d'Alep. Donc nous avons, avec Boris Johnson, comme nous l'avons fait la semaine dernière, à New York et à Boston, partagé cette détermination à agir, et à agir vite et avec force.

Q - Poutine sera-t-il toujours le bienvenu en octobre à Paris ?

R - Je tends la main aux Russes. Nous avons avec les Russes des désaccords et, en ce moment sur la Syrie, des désaccords profonds. Mais il faut les surmonter, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité. Nous, notre priorité, c'est de continuer à lutter contre le terrorisme, contre Daech, contre al-Nosra, et il n'y a aucune ambiguïté : si les Russes veulent des garanties nous les donnons, bien entendu, pour lutter contre al-Nosra, qui fait partie de la famille d'al-Qaïda. Mais plus les bombardements durent sur Alep, plus le massacre de la population civile se prolonge, alors plus les phénomènes de radicalisation se développent sur le terrain. Aussi ne donnons pas d'argument supplémentaire aux terroristes pour se renforcer. Les terroristes détruisent le Moyen-Orient, mais ils nous menacent, aussi. Ils nous menacent en France, ils nous menacent partout dans le monde, et c'est là où se trouve le foyer du terrorisme. Et puis ils menacent aussi la Russie. Soyons clairs : ils menacent tous les pays de la région, mais la Russie aussi peut être fragilisée par cette montée du terrorisme. Donc c'est notre priorité, et ça nous voulons le partager.

Quant à la Russie, nous avons aussi d'autres sujets, qui sont extrêmement importants et, notamment, la paix à l'est de l'Ukraine. Mais nous ne désespérons pas d'organiser, à la fin du mois d'octobre, un sommet dans le cadre du «format Normandie», avec les Allemands, les président Poutine, Porochenko et Hollande et la chancelière Merkel. Il faut vraiment avancer. Nous, notre voie, ce n'est pas la voie de la guerre. En Syrie nous ne sommes pas des belligérants, notre combat n'est que contre Daech, avec la coalition internationale. Pour le reste, nous, notre combat, c'est celui de la négociation et de la paix. Certains doutent qu'on puisse y arriver. Mais comment avons-nous fait pour régler le problème nucléaire iranien ? Nous l'avons fait par la voie diplomatique et la voie politique. Pourquoi ne pourrions-nous pas le faire sur d'autres sujets aussi graves, et notamment la Syrie ? En tout cas c'est notre conviction. (...).

* Royaume-Uni - Industrie nucléaire - Hinkley Point

(En français et en anglais)

Q - (Sur Hinkley Point et l'investissement de EDF au Royaume-Uni)

R - Oui, je vais assister à cette signature : il s'agit d'un investissement extrêmement important qui s'élève à 18 milliards d'euros, dont 12 milliards d'euros pour EDF. C'est un chantier qui va créer des emplois - 25.000 emplois en Grande-Bretagne, 4.500 emplois en France - et qui ne concerne pas qu'EDF d'ailleurs, qui concerne toutes les entreprises de la filière nucléaire. Et les Britanniques avaient besoin de cet investissement qui est un investissement français et chinois. C'est un investissement avec les Chinois qui s'inscrit dans une très longue coopération franco-chinoise dans le domaine du nucléaire - plus de 30 ans. Ce partenariat se prolonge et il s'étend notamment à travers ce projet au Royaume-Uni. Vous

savez que les Britanniques ont besoin de renouveler leur capacité pour assurer leur mix énergétique, et dans leur mix énergétique, il y a une part importante de nucléaire. Et pour cela, cet investissement était indispensable, notamment pour desservir 6 millions de foyers. Donc la décision qui a été prise par le gouvernement britannique est claire : c'est un bon accord. Je sais qu'il soulève des questions et des interrogations, notamment en France. Mais il représente aussi une opportunité pour l'avenir de toute une filière. Vous savez que la France a cette capacité à développer une filière nucléaire depuis très longtemps. Ce serait une erreur de ne pas continuer à la développer.

Et il y a encore d'autres perspectives de développement, en Europe et dans le reste du monde. Beaucoup de pays sont intéressés par les capacités technologiques que nous pouvons offrir, et avec toute la sécurité indispensable. Et j'ajouterai aussi que concernant EDF, cet investissement important n'est pas le seul investissement, puisque ça représente 10% des investissements d'EDF et que le principal investissement d'EDF, et c'est important pour l'avenir de cette grande entreprise publique française, c'est le carénage. C'est-à-dire le renouvellement, la consolidation de tout le parc nucléaire français.

Donc le gouvernement français, et c'est le sens de ma présence, a pris ses responsabilités pour soutenir cet investissement au Royaume-Uni avec le partenariat chinois. Et, en même temps, le gouvernement français a pris ses responsabilités pour soutenir EDF en lui donnant les moyens de son avenir et de son développement, notamment en participant à sa recapitalisation. Ce sont tous ces engagements-là que la France veut tenir à la fois vis-à-vis de ses partenaires, britanniques, chinois, mais aussi vis-à-vis des Français, qui sont attachés à EDF, et aux salariés d'EDF, qui sont attachés à leur entreprise, et c'est bien normal.

Donc voilà le sens de ma présence, et en même temps cette perspective, je le disais, de 25.000 emplois au Royaume-Uni et de 4.500 emplois en France. C'est donc décidé, et je me réjouis que le gouvernement britannique, après avoir examiné le dossier - Mme May avait pris ses fonctions et un nouveau Premier ministre avec un nouveau gouvernement avait parfaitement le droit d'examiner le contenu du dossier - mais qu'au vu de tout ce qu'il contient, le gouvernement britannique ait été convaincu que c'était un bon projet pour le Royaume-Uni. C'est un bon projet aussi pour la France et un bon projet pour la coopération franco-chinoise.

Q - Good value for money for Britain and for France ?

R - It is a good opportunity for developing the French nuclear industry for the future. This investment is a great investment, 18 billons euros and 12 billons for EDF and it is an opportunity to develop EDF, to develop the nuclear industry in Europe and in the world with a partner, the Chinese partner.

I think it was very important to be here with the British government, the Chinese government for this very important investment for the British people, for the 6 million households, to have energy. This nuclear project is a part of the British energy mix, it was very important for the British government to take this decision, it is a very important moment.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 octobre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/200594-point-de-presse-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangere